

Combattre le gouvernement et le Medef

S'opposer à la politique sociale et économique de nos gouvernants est une tâche plus que jamais à l'ordre du jour ! Les coups pleuvent sur les classes populaires et, mois après mois, les conditions de travail et de vie quotidienne sont de plus en plus difficiles.

Le taux de chômage n'en finit pas d'augmenter. Sur l'année 2014, le nombre de demandeurs/euses d'emploi des catégories A, B, C a subi une hausse de 6,4 % et s'établit fin décembre à 3 496 400. Ni l'Insee, ni l'Unedic ne prévoient de baisse en 2015. Le 9 février dernier, le ministre du Travail, Rebsamen, a fait l'annonce d'un énième plan de lutte contre le chômage. Qui va le croire ? Quant aux CDI, de plus en plus rares, ils n'ont représenté en 2014 que moins de 10 % des embauches.

Les salaires restent bloqués et la perte du pouvoir d'achat a été en moyenne de 1750 euros par ménage sur la période 2011 à 2015 (chiffres de l'Observatoire français des conjonctures économiques). Les grèves pour des augmentations de salaire sont nombreuses (routiers, aéroports, Paulstra-Hutchinson à Segré dans l'Ouest, Lindt à Oloron, banque Chaix dans le Vaucluse etc) mais dispersées.

Et ce sont maintenant les retraites complémentaires des salarié-e-s du privé qui sont visées.

Ce contexte n'empêche pas le gouvernement de multiplier les aides au patronat, comme le pacte de compétitivité.

La classe ouvrière n'en peut plus. A l'heure où nous écrivons, les ouvrier-e-s de MetalTemple à Fumel en Lot-et-Garonne, face à la fermeture de leur usine, menacent de faire sauter leur outil de travail.

La loi Macron, que le tandem Hollande-Valls vient de faire passer en force à l'Assemblée Nationale en utilisant le 49-3, en rajoute une couche en faveur du patronat : extension du travail le dimanche, destruction des prud'hommes, licenciements collectifs facilités, moins de sanctions pour les patrons violant les droits syndicaux...



Le Medef est satisfait.

D'autant que si les salarié-e-s, les retraité-e-s, les chômeurs-euses et les précaires connaissent une grave détérioration de leur situation, par contre les nanti-e-s se frottent les mains. En 2014, les actionnaires des grands groupes du CAC 40 ont touché 56 milliards d'euros, soit 25 % de plus qu'en 2013 : presque un record (atteint en 2007 avec 57,1 milliards versés)! Et d'où viennent ces profits faramineux... si ce n'est des plans de licenciements, des salaires de misère imposés avec l'explosion du chômage, voire de la spéculation ?!

Le scandale HSBC a une nouvelle fois mis au grand jour la question de l'évasion fiscale. D'après le syndicat Solidaire, 60 à 80 milliards d'euros échappent chaque année aux caisses de l'Etat français : de l'argent en moins pour les hôpitaux, la Santé, les transports, la Poste, de l'argent qui vient encore remplir les poches des plus riches tandis que nous nous serrons la ceinture.

Alors il faut dire stop ! Ensemble nous avons les forces suffisantes pour obtenir du travail pour toutes et tous, une augmentation conséquente des salaires, des pensions et des minima sociaux, l'abrogation des lois scélérates en commençant par le retrait de la loi Macron. Pour cela, il faudra généraliser et coordonner les luttes. La grève interprofessionnelle du 9 avril doit être un pas dans ce sens.



LA DÉRÈGLEMENTATION SELON MACRON



SOMMAIRE

- page1 : Combattre le gouvernement et le MEDEF
- page2 : 8 mars, journée de lutte des femmes
- page3 : Les ventes d'armes à l'Egypte
- page4 : Antisémitisme et islamophobie
- page5 : Pays Basque - "Bagoaz", un nouveau collectif
- page6 : Livre - "Nous cheminons entourés de fantômes aux fronts troués"



8 mars 2014 - 8 mars 2015 Quoi de nouveau en un an ?

On ne peut pas dire que l'évolution de la société depuis un an ait été favorable aux femmes ! On assisterait plutôt à une régression sur ce sujet tout comme la régression des droits du monde de travail !

Que ce soit au niveau hexagonal, international ou local les conditions de vie des femmes, leurs droits et leur image dans la société ont subi une dégradation continue.

Corps-objets de femmes-objets, soumisEs à la violence

Lors du procès du Carlton de Lille sont ressorties les conditions de travail des prostituées au cours de soirées où la bestialité, la contrainte et la violence étaient leur lot. "Une boucherie", a dit l'une d'elle qui s'est portée partie civile. Ces femmes deviennent des objets sexuels au bon plaisir des clients qui, dans la rue ou dans le luxe, imposent leurs choix car ils sont les payeurs.

Une autre utilisation du corps des femmes est le concours des Miss, concours remis au goût du jour à Anglet, alors qu'il avait été supprimé il y a huit ans. Concours où les seuls critères pour être élue sont physiques et où l'on exhibe son corps dans différentes tenues pour bien le montrer sous toutes les coutures. Et celle qui a gagné a la « chance » d'exhiber celui-ci dans les diverses manifestations qui auront lieu dans la commune... Quelle victoire !

En Turquie, le nombre de meurtres commis contre les femmes a triplé en dix ans, elles ont brisé le mur du silence pour dénoncer le harcèlement et la violence dont elles font l'objet et une société extrêmement patriarcale, favorisée par le gouvernement islamiste, à laquelle elles doivent se soumettre.



En France, les actes d'islamophobie ont dépassé en janvier le nombre de ceux-ci en 2014. Les femmes voilées en sont les premières victimes puisqu'elles portent sur elles le symbole de leur religion qui est aussi le symbole de leur oppression et qui devient donc le symbole de leur agression.

Centre d'information du droit des femmes fermé ! Planning familial menacé !

Le C.I.D.F. de Bayonne a été fermé le 16 février dernier suite au jugement du Tribunal de Grande Instance de Pau après que celui-ci ait été saisi par des employées du centre dont certaines n'étaient plus payées depuis novembre 2014. Ce centre, fonctionnant grâce à des subventions publiques, reçoit des demandes constantes de femmes en détresse, battues, nécessitant une I.V.G. ou autres.

A Toulouse c'est le Planning Familial qui est menacé de fermeture suite, entre autres à des baisses de subventions ou à la non-augmentation d'autres. Un comité de soutien s'est mis en place (dont fait partie le NPA local) pour exiger des financeurs des moyens nouveaux afin d'éviter la fermeture.

Dans ces deux cas, les femmes sont les premières victimes des politiques de désengagement de l'Etat et des structures officielles. Le vote de la Loi Veil a 40 ans. Il a fallu des luttes pour l'obtenir et aujourd'hui il faut encore lutter pour maintenir nos droits qui ne sont pas acquis et qui peuvent être remis en question du jour au lendemain.

Maintenir la mobilisation le 8 mars mais pas seulement !

Ce jour-là nous allons dénoncer encore et encore les violences, l'inégalité entre les femmes et les hommes, que ce soit dans les salaires, et donc aussi dans les retraites, dans la vie familiale, dans la vie sociale et dans la vie politique. "La Marche Mondiale des Femmes" organise sa 4^{ème} action internationale en Europe et partira le 8 mars du Kurdistan avec trois thèmes : les politiques d'austérité qui font des femmes les premières victimes, pour la dignité dans le travail, et « *mon corps, mon droit* ».



Au Pays Basque plusieurs animations sont organisées par les groupes féministes: à Bayonne Ciné-Débat sur le droit à l'avortement, à Hasparren, Musique, Repas et Débat sur « La reproduction de l'humain à l'ère technologique »



Mais il n'est pas certain que l'on nous entende et surtout il est douteux que l'on nous écoute. Alors nous continuerons nos luttes les 364 jours qui suivront pour la défense des droits des femmes et contre les inégalités !

Tant que toutes les femmes ne seront pas libres nous resterons en marche !



Vente de Rafale à l'Egypte Un appui à un régime militaire sanglant

Dassault vend enfin ses Rafale à un pays étranger. La plupart des titres de la presse se réjouissent. L'industriel et ses banquiers sont contents. Le gouvernement "socialiste" s'auto-congratule en soulignant que les efforts de ses ministres commis-voyageurs de commerce n'y sont pas pour rien.

Les ventes d'armes de toutes natures à des dictatures sanglantes, depuis l'Egypte de Sissi à la Tunisie de Ben Ali ou à la Libye de Kadhafi, n'ont jamais empêché les gouvernements, de gauche comme de droite, de dormir même si elles apparaissent en contradiction complète avec "les valeurs humanistes" qu'ils prétendent défendre.

Concernant plus particulièrement l'Egypte, il est évident qu'il y a un lien direct entre la vente de ces matériels par le gouvernement français et l'utilisation par le régime militaire d'armes conventionnelles pour réprimer la population dans le sang. Et tout cela, bien sûr, au nom de la "lutte contre le terrorisme".

Complice de dirigeants meurtriers

Les associations de défense des droits de l'Homme, en France et hors de France, rappellent qu'il y a actuellement environ 20 000 prisonniers politiques dans ce pays dont les dirigeants ont tué 1 500 manifestants au cours des 18 derniers mois. De plus, main dans la main avec Israël, ils organisent l'enfermement des Palestiniens de Gaza en détruisant les tunnels et en bloquant, sur leur frontière sud, le poste de passage de Rafah.



En vendant ces armes la France, troisième exportateur mondial de matériel de guerre, se rend donc complice des graves violations des droits de l'Homme. Elle se rend coupable aussi d'entrave au développement économique et social de ces pays.

Car qui peut penser sérieusement qu'un pays pauvre comme l'Egypte ait besoin pour sa défense de ces nouveaux appareils alors que son aviation militaire compte déjà 80 Mirage 5, 20 Mirage 2 000, 60 Mig 21 russes et plus de 200 F 16 nord-américains ? Sans compter, qu'à l'heure actuelle, les matériels de guerre exportés en Afrique et au Moyen Orient sont assez facilement détournés vers des zones de conflits et tombent entre les mains d'organisations mafieuses ou djihadistes.

LE RAFALE S'EXPORTE ENFIN !



Une production socialement inutile

La production et le commerce des armes de guerre ne peuvent pas être considérés comme une activité économique ordinaire. Car ils ne tendent en aucun cas à satisfaire les besoins légitimes de la population. Pourtant tant cette production que ce commerce (un marché estimé à plus de 85 milliards €/an) sont parties intégrantes du capitalisme dont ils représentent une part non négligeable de l'économie.

Nous vivons dans un monde où la diffusion des armes se développe de façon phénoménale, avec les conséquences évidentes que trop de peuples subissent, en particulier en Afrique et au Proche-Orient. Dans les pays avancés cette production militaire - qui bénéficie largement de subventions étatiques - représente une part croissante du PIB alors que dans les pays en voie de développement ces achats d'armement se font au détriment d'une population en majorité pauvre ou très pauvre.

En fait le seul moyen d'arrêter la prolifération des armes et de créer un monde pacifique est de renverser le système capitaliste qui, comme le disait Jean Jaurès il y a déjà un siècle, "porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage"



Antisémitisme et islamophobie Deux fléaux à combattre*

L'assassinat d'enfants juifs par Mohamed Mérah à Toulouse, celui d'Illan Halimi, la prise en otages d'une famille de Créteil, le massacre à l'Hyper Casher de Vincennes le même jour que le carnage perpétré à Charlie Hebdo, les attaques contre le Musée Juif de Bruxelles et la Grande synagogue de Copenhague, la profanation du cimetière juif de Sarre-Union, la multiplication des violences verbales ou physiques contre des Juifs qui portent la kippa dans la rue ou contre des jeunes scolarisés dans l'enseignement public attestent depuis des années maintenant une remontée inquiétante de l'antisémitisme.



L'antisémitisme, une vieille histoire

Du milieu du XIXème siècle à la première partie du XXème siècle (et pratiquement jusqu'à la fin de la Seconde guerre mondiale en 1945) l'antisémitisme - c'est à dire la haine du Juif - imprégnait l'ensemble de la société, mouvement ouvrier compris. Et si, après de longues luttes, il disparut peu ou prou des rangs des anarchistes et des socialistes, il resta florissant au sein de la petite-bourgeoisie qui fournit l'essentiel de leurs troupes à Hitler en Allemagne et à Mussolini en Italie avant de servir d'armature au régime de Vichy en France. Cet antisémitisme essentiellement racial avait pris sans trop de peine la suite de l'antijudaïsme religieux mis en avant pendant des siècles par l'Eglise catholique et certaines églises protestantes.

Après l'extermination de 6 millions de Juifs par l'Allemagne nazie, l'antisémitisme fit en France profil bas. Si des préjugés anti-juifs continuaient d'exister au sein d'une bonne partie de la population, les groupes politiques d'extrême-droite qui en faisaient leur font de commerce restaient largement marginaux. C'était l'époque où la population juive de France - qui comptait alors entre 200 000 et 250 000 personnes - était plutôt laïque, libérale ou de gauche. Elle ne revendiquait aucune visibilité spécifique dans l'espace public et ses enfants fréquentaient, dans leur immense majorité, les écoles publiques.

L'entrée en force du communautarisme

Les choses vont changer avec l'arrivée massive de familles juives quittant l'Afrique du Nord après l'indépendance du Maroc, de la Tunisie puis, en 1962, de l'Algérie. Les nouveaux arrivants amenaient avec eux un affichage public de leurs croyances religieuses mais aussi un communautarisme très marqué. De plus leur ressentiment à l'égard des populations musulmanes du Maghreb - rendues responsables de leur exil - les amena à une identification de plus en plus poussée avec l'Etat d'Israël, considéré comme étant lui aussi la cible et la victime de ses voisins arabes.

A cela s'ajouta à partir de 1972/1973 le début de la crise économique mondiale qui raviva tous les clichés racistes à l'égard des Juifs ("ils sont tous riches", "ils tirent les ficelles", "ils complotent dans l'ombre"). Et, en 2000, le déclenchement de la Seconde Intifada ne fit qu'envenimer les relations entre une partie de la jeunesse juive, sioniste ou sionisante, et les jeunes issus de la communauté maghrébine qui s'identifiaient aux Palestiniens et confondaient parfois antisémitisme et antisémitisme.

Le phénomène de "communautarisation" des Juifs de France - qui seraient aujourd'hui 600 000, soit moins de 1 % de la population - n'a fait que s'accroître d'année en année notamment du fait de l'action directe parmi eux d'organisations travaillant en étroite collaboration avec les autorités israéliennes comme l'Agence Juive, le Fonds Social Juif Unifié ou bien le Conseil Représentatif des Institutions Juives de France (CRIF). Notons que ce dernier, qui n'accepte en son sein que des associations qui soutiennent les gouvernements d'Israël, est mis systématiquement en avant par les Pouvoirs Publics et que l'on déroule le tapis rouge pour ses dirigeants, tant à l'Elysée qu'à Matignon, alors que Président de la République, ministres et député-e-s de tous bords jouent des coudes pour se faire inviter à son dîner annuel.

Ce phénomène de "communautarisation" ou de "communautarisme" s'est notamment traduit par l'ouverture de près de 290 écoles juives, les collectes de fonds pour Israël et le déploiement du drapeau israélien dans les manifestations publiques (rassemblements, galas etc.) ou privées (mariages, bar mitsva), voire l'enrôlement de certains jeunes dans les rangs de l'armée israélienne. Pour les Juifs de France cette attitude ne peut mener qu'au désastre en se laissant identifier à la colonisation sioniste en Cisjordanie et aux massacres de Gaza.



C'est pourquoi lutter contre l'antisémitisme veut dire combattre à la fois les préjugés anti-juifs qui peuvent fleurir autour de nous mais aussi les tentatives faites par les dirigeants israéliens – aidés par certaines organisations sionistes françaises - de transformer les Juifs de France en supplétifs de leur politique criminelle à l'égard des Palestiniens.

Nous publions ici un article consacré à l'antisémitisme. Nous ferons paraître un second article, cette fois sur l'islamophobie, dans "Résistances" du mois d'avril.



Soutien aux prisonnier-e-s et exilé-e-s

Création du collectif "BAGOAZ" (Nous allons)

Bagoaz (Nous allons) est le nom du nouveau collectif qui s'est déclaré publiquement lors de la conférence de presse du 19 février. Dans la continuité de la manifestation "Nierebanoa" (J'y vais aussi) du 14 juin dernier qui a rassemblé à Bayonne 8 000 personnes derrière la banderole « Droits de l'Homme – Résolution – Paix » et reçu le soutien de nombre d'organisations (dont le NPA) et d'élue-s, Bagoaz s'inscrit dans la durée pour que soient respectés les droits des prisonnier-e-s et des exilé-e-s politiques basques.

Les bases du collectif

Bagoaz se donne pour fonction d'informer et de mobiliser sur la question des prisonnier-e-s et des exilé-e-s, d'obtenir des avancées immédiates, avec pour objectif la libération de toutes et tous les prisonniers, le retour de toutes et tous les exilé-e-s, ajoutant que l'amnistie générale doit être partie prenante de la résolution du conflit. Et dès maintenant, Bagoaz exige la fin des mesures et des législations d'exception, dont le Mandat d'Arrêt Européen.

Le Pays Basque est entré dans un nouveau contexte. Mais les Etats espagnol et français, à contre-courant de l'Histoire, ne veulent pas entrer dans le processus, multiplient les provocations répressives, refusent tout geste, fût-il minime : les prisonnier-e-s restent éloigné-e-s et dispersé-e-s, les procès et la criminalisation du mouvement abertzale continuent comme en témoignent le procès des 35 à Madrid et l'interpellation des avocats ; les prisonnier-e-s gravement malades restent incarcéré-e-s. Il faudra bien, tôt ou tard, que les Etats changent d'attitude. Bagoaz entend les y pousser en œuvrant à une participation croissante de la société et de ses organisations au processus de paix. Le collectif s'adresse pour cela à la jeunesse, aux organisations syndicales, politiques, associatives et culturelles. Bagoaz travaillera avec les autres mouvements parties prenantes du processus, en particulier les collectifs EPPK (prisonnier-e-s) et EIPK (exilé-e-s) dont il épaulera les feuilles de route, également avec Bake Bidea (Le Chemin de la Paix) au Pays Basque Nord et Sare (Le Réseau) au Pays Basque Sud.

Quatre campagnes

Dans l'immédiat le Collectif s'est donné comme objectifs de lancer et d'animer quatre campagnes.

- Pour la fin de la dispersion des prisonnier-e-s, Euskal presoak Euskal herrira (les prisonnier-e-s basques au Pays Basque)

La date du **16 mai** a été arrêtée pour un « atelier citoyen » sur

cette question. A cette occasion sera travaillée la mise en place de cette campagne, centrale pour Bagoaz, pour obtenir le regroupement et le rapprochement des prisonniers.



- Pour la libération conditionnelle des prisonnier-e-s

Un certain nombre d'entre eux peuvent être placés en libération conditionnelle. Pour Xistor Haramburu, la décision sera rendue le 27 mars. « Sortir de prison c'est un droit » affirme Bagoaz. Une importante initiative sera organisée le **4 avril**, date de l'arrestation de Xistor Haramburu, Jakez Esnal, Jon et Unai Parot. Rappelons que cela fait maintenant 25 ans qu'ils sont incarcérés.

- Pour la libération d'Ibon Fernandez Iradi

Bien qu'atteint de sclérose en plaques, il est toujours incarcéré à Lannemezan dans les Hautes-Pyrénées. Le procureur, malgré la loi Kouchner en faveur des détenu-e-s souffrant de maladie grave, s'oppose à sa demande de suspension de peine. La décision, qui avait été une nouvelle fois reportée, doit être rendue le **26 mars**. Ce jour là, Bagoaz organisera un rassemblement.

- Pour le retour des exilé-e-s

Des dizaines d'entre eux et elles sont déjà revenu-e-s dans leurs villes et villages.

En juin 2013, à Biarritz, a été présentée leur feuille de route, et leur collectif EIPK

s'est doté de porte-paroles, dont Jokin Aranalde qui en a subi les conséquences. violemment interpellé par la police française, il a été envoyé à Madrid en juillet dernier alors même qu'il vivait au grand jour en Iparralde depuis plusieurs années. Il faut y voir une démonstration supplémentaire de l'acharnement des gouvernements espagnol et français contre les militants du processus de paix. Après deux semaines d'incarcération, Jokin a été libéré et placé sous contrôle judiciaire. Mi-février, son dossier a été « archivé », c'est à dire qu'aucune charge n'est retenue contre lui : ce qui montre à la fois qu'il n'aurait pas dû être poursuivi et... que la mobilisation pour sa relaxe a payé !

Bagoaz soutiendra les exilé-e-s dans leurs démarches et participera à leurs initiatives chaque fois que nécessaire.





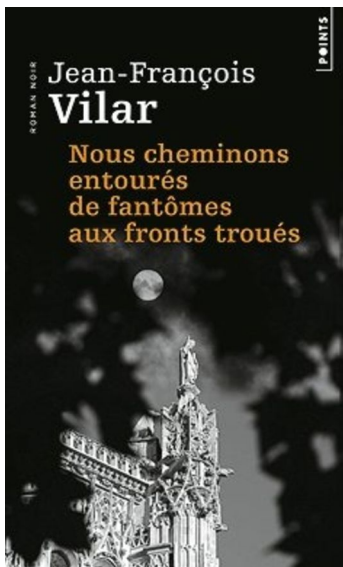
Livre

Nous cheminons entourés de fantômes aux fronts troués de Jean-François Vilar

Editions du Seuil, collection "Points Roman Noir"

Les éditions du Seuil viennent de rééditer ce roman de J.F. Vilar qui paru pour la première fois en 1993. Le titre, qui semble de prime abord un peu surprenant, reprend une phrase de Natalia Sedova, l'épouse de Trotsky, qui se référait ainsi à tout-e-s les militant-e-s communistes révolutionnaires exterminé-e-s à partir de 1928 par Staline et ses hommes de main en URSS mais aussi dans les différents pays du monde.

Le personnage principal du récit est Victor, un photographe qui a été pris en otage pendant près de trois ans dans un pays étranger. Il revient à Paris, ville qu'il vénère et qu'il a photographiée sous toutes les coutures, en essayant de se réadapter à une vie ordinaire. Mais quelques jours après son retour Alex, qui avait été détenu puis libéré avec lui, meurt mystérieusement, sans que l'on sache s'il s'agit d'un accident ou d'un meurtre.



Dans les documents qui ont appartenu à Alex, Victor découvre un cahier rédigé par son père, Alfred Katz, qui, avant guerre, militait dans le mouvement trotskyste parisien tout en entretenant des contacts étroits avec le groupe surréaliste.

En tentant de suivre pas à pas, et page après page, le parcours d'Alfred, Victor dresse peu à peu une image sans doute fidèle de ce qu'étaient à la fois le mouvement trotskyste de l'époque et les provocations que multipliaient les surréalistes. On croise ainsi Léon Sedov, le fils de Trotsky, l'agent provocateur Marc Zborowsky, Rudolf Klément mais aussi André Breton, Man Ray, Eluard, Duchamp, Dali, etc.

De plus, à l'occasion notamment de ses escapades plus ou moins amoureuses, Victor nous fait revivre le "Printemps de Prague" de 1968 anéanti par les troupes du Pacte de Varsovie puis, 21 ans plus tard, le soulèvement populaire qui mit fin à un régime honni de la population. Chacune de ses promenades sentimentales est aussi un prétexte pour faire découvrir les rues du Vieux Paris, les légendes ou les événements qui, au cours de l'Histoire, ont pu les marquer.

Tout cela s'emmêle, s'enchevêtre et se télescope.

Un livre attachant qui est bien plus qu'un simple roman noir ou qu'un récit politique.

Film

Sanctuaire d'Olivier Masset-Depasse

Pour celles et ceux qui ont accès à la chaîne cryptée, Canal Plus diffusera le lundi 2 mars à 21 heures, le film "Sanctuaire" qui retrace les tractations qui, en septembre 1984, impliquèrent François Mitterrand, Robert Badinter et le gouvernement espagnol quant à l'expulsion vers Madrid de militants de l'ETA. Une question qui, sous une forme un peu différente, est toujours d'actualité.

